

Kenya

Dans la vallée du Rift, la politique nourrit la violence



Un membre de la communauté Ilchamus montre la cicatrice d'une blessure par balle. © D.R.

La présence massive d'armes dans la région et la sécheresse qui obligent les éleveurs à s'aventurer toujours plus loin pour trouver des pâturages à même de nourrir leurs troupeaux toujours plus gros, accroissent les tensions.

C'était une nuit de juin au Kenya. Il y eut d'abord des bruits de pas, puis le son de voix inconnues, une forte odeur de bouse de vache, et le fracas de la porte d'entrée enfoncée d'un violent coup de pied.

John Mbogo a alors pris dans ses bras sa fille de 11 ans et s'est caché sous le lit avec son épouse, Anne.

Le faisceau d'une lampe de poche s'est baladé sur les lits vides. John et sa famille ont distingué des jambes nues souillées de fumier, une couverture "shuka" à carreaux enroulée autour de la taille d'un des assaillants, et le canon d'un fusil.

"Je ne pouvais rien faire d'autre que me cacher", soupire John Mbogo, relatant le raid mené contre sa maison à Kamwenje, un petit village majoritairement Kikuyu - l'ethnie la plus importante du Kenya - situé en altitude à l'extrême est de la vallée du Rift. Ce genre de raid, regrette-t-il, est devenu courant ces derniers mois.

Dans le comté de Laikipia et celui voisin de Baringo, des éleveurs semi-nomades de l'ethnie Pokot ont envahi des terres, mené des raids contre des maisons, incendié des propriétés et emmené leurs bêtes paître dans des ranchs privés. Le gouvernement pointe du doigt des "bandits".

Mais les habitants de la région voient des manœuvres d'hommes politiques locaux en amont des élections

générales du 8 août, alors que ces violences rappellent celles qui ont précédé, à des degrés divers, chaque élection kényane depuis l'introduction du multipartisme il y a 25 ans.

Le vote au Kenya s'effectue traditionnellement sur des lignes ethniques. Chasser certaines tribus d'une circonscription peut donc être une stratégie pragmatique car elles ne pourront plus soutenir leurs candidats.

Chasser les fermiers

“Ils veulent nous chasser pour prendre nos terres”, soutient John, qui cultive du maïs depuis 1997. Ses assaillants ont volé des vêtements, de la nourriture et d'autres biens. Mais d'autres villageois dans la région ont subi bien pire : certains ont été tués et des femmes ont été violées. Résultat : nombre d'habitants ont choisi de fuir.

Chez les éleveurs Pokot, la vache est au cœur de la vie sociale. Le vol de bétail est considéré comme une preuve de virilité. Et la taille du cheptel est un signe de richesse dont se targuent les prétendants quand ils demandent la main d'une femme.

La présence massive d'armes dans la région et la sécheresse, qui oblige les éleveurs à s'aventurer toujours plus loin pour trouver des pâturages à même de nourrir leurs troupeaux toujours plus gros, accroissent les tensions. Mais “il ne s'agit pas de pâturages : il s'agit de politique”, dit Paul Njoroge, fermier de 53 ans, père de quatre enfants et un des chefs de la communauté kikuyu de la région. “L'idée (de ces hommes politiques), c'est de chasser les fermiers.”

M. Njoroge vit sur une crête surplombant Kamwenje depuis 1983 et dort désormais seul. Sa famille travaille avec lui le jour, mais passe la nuit chez des voisins, quelques kilomètres plus à l'est, à l'abri des Pokot venant de l'ouest.

Représailles

Selon les résidents de Kamwenje interrogés par l'AFP, les nuits sans coups de feu, embuscades ou attaques de maison sont désormais rares. Dans un carnet fripé, M. Njoroge répertorie les meurtres, viols et vols perpétrés dernièrement dans la région. Plus de 40 familles ont décidé de partir, assure ce fermier, qui se demande combien de temps les autres resteront encore. Le futur qu'il redoute tant a été vécu par d'autres, 28 kilomètres à l'ouest, plus bas dans la vallée. À Eldume, plus de 700 Ilchamus, un sous-groupe de l'ethnie Tugen, vivent dans des tentes sommaires.

Ce sont les survivants de Mukutani, un village où des Pokot ont mené en mars une attaque de représailles qui a fait neuf morts. L'extraordinaire violence de ce raid a poussé les habitants à abandonner leurs foyers et leurs terres. Queen Siambui, 22 ans, pleure en se remémorant ce mardi sanglant à Mukutani. Sa sœur Janet a d'abord été touchée par une balle à la poitrine alors qu'elle cherchait à se mettre à l'abri. Les assaillants lui ont ensuite tranché la gorge, ainsi qu'à ses deux filles âgées de 5 et 3 ans, Nasinya et Vicki.

“Femmes et enfants massacrés”

“Ils ont massacré les femmes et les enfants comme des chèvres”, rage Benjamin Lecher, 45 ans, chef des Ilchamus de Mukutani. “Nous avons été expulsés et maintenant, ils (les Pokot) occupent nos terres”, ajoute-t-il, en buvant un thé devant sa tente. Pokot et Ilchamus ont depuis longtemps mené des raids les uns contre les autres, entraînant la mort de nombreux jeunes guerriers, appelés “morans”.

Mais le meurtre de femmes et enfants, “c'est différent”, dit M. Lecher. “C'est devenu tribal. Ce n'est pas du banditisme, ce n'est pas du vol de bétail”, dit-il.

“Ces gens étendent leur territoire en chassant d'autres personnes.” De leur côté, les Pokot et les hommes politiques issus de leurs rangs, bien que largement tenus pour responsables des violences, ne sont pas pour autant épargnés par ces dernières. Ils soutiennent qu'une opération militaire lancée par le gouvernement pour tenter de rétablir l'ordre dans la région les vise de manière disproportionnée et soulignent que trois influents chefs Pokot ont été tués ces derniers mois.

Ces meurtres, comme les crimes commis à Kamwenje et Mukutani, n'ont pas été résolus.

